

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

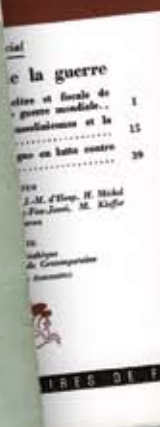
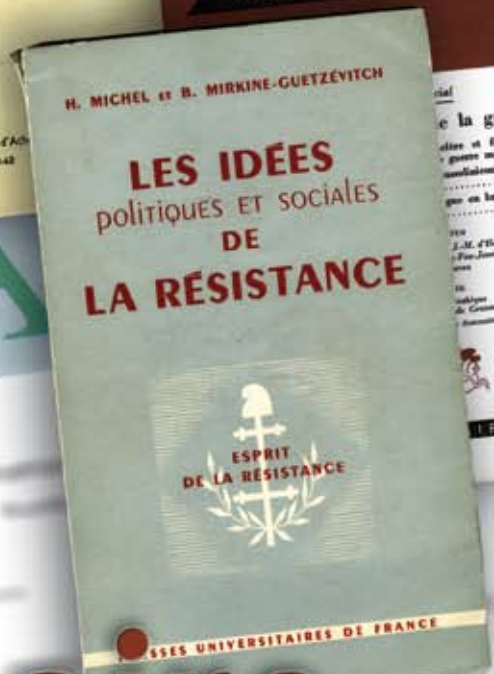
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 54 - septembre 2008 - 4,50 €

Colloque
organisé par la Fondation de la Résistance
et l'Institut d'Études Politiques de Lyon

FAIRE
L'HISTOIRE
DE LA
RÉSISTANCE

Colloque

Faire l'histoire
de la Résistance



LE SITE INTERNET DE LA FONDATION S'ENRICHIT ET SE DIVERSIFIE

Au fil des mois, le site Internet de la Fondation connaît modifications, transformations et nouveautés qu'il nous a semblé utile de présenter à nos lecteurs.

Désormais, à partir du n° 248 de mars 2008, les numéros de la *Voix de la Résistance*, revue du Comité d'Action de la Résistance, sont désormais accessibles et téléchargeables : http://www.fondationresistance.org/pages/la_fondation/comite-action-resistance.htm

La mise en ligne de la totalité du **catalogue de la bibliothèque** de la Fondation de la Résistance, due au travail d'Amélia Polonia Vaz, est désormais achevée, le catalogue continuant de s'accroître grâce aux dons et acquisitions d'ouvrages par la Fondation : <http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/catalogue.htm>

Le site continue de s'enrichir de nouvelles rubriques pédagogiques.

Les rubriques déjà existantes ont été pour certaines modifiées en profondeur.

Les trois rubriques initiales (« Concours de la résistance » (CNRD), « Liens pédagogiques », « Concours de la meilleure photo ») bénéficient d'une plus grande réactivité à l'actualité et proposent des liens et des informations régulièrement alimentées.

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation, objectif pédagogique essentiel de la Fondation, demeure une priorité.

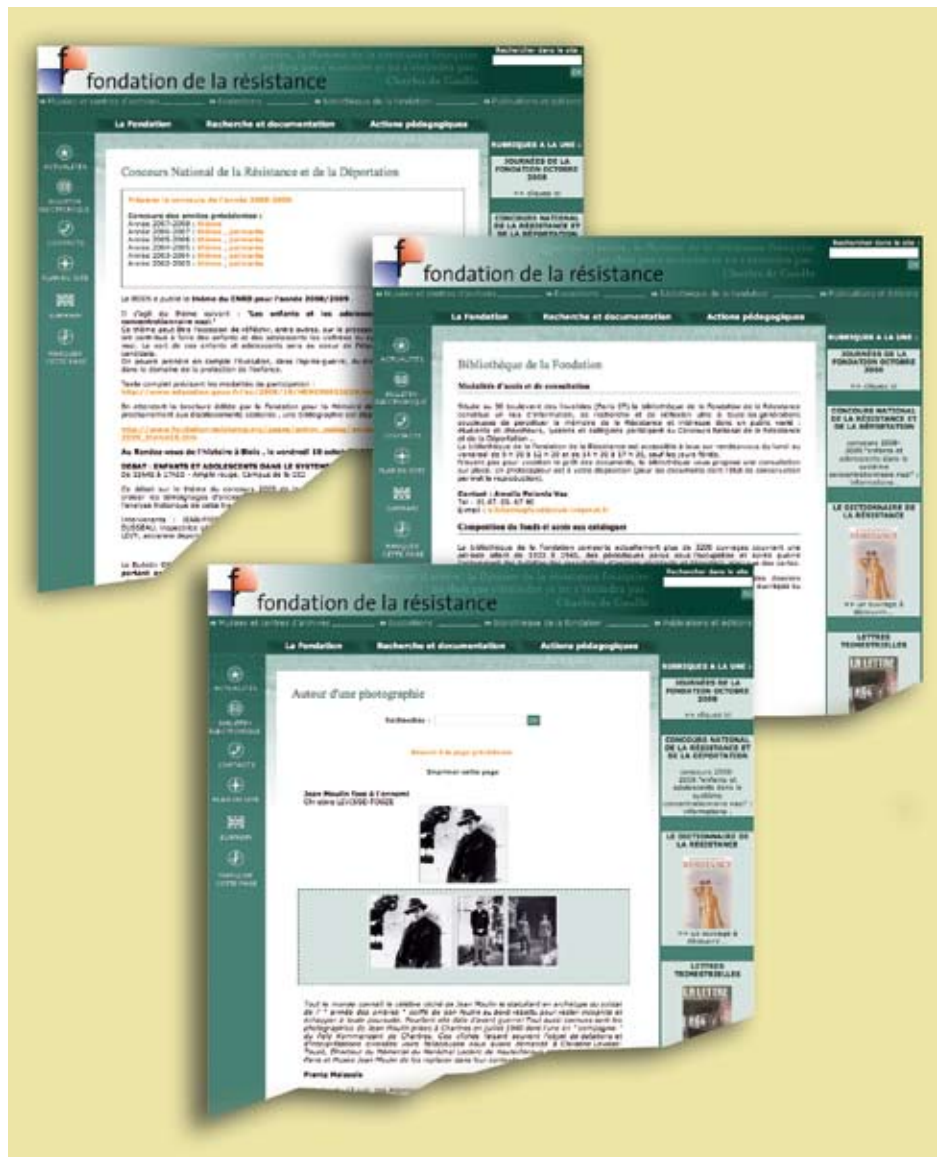
Les palmarès, les documents en lien avec le thème en cours demeurent en ligne.

À ces trois rubriques se sont ajoutées les rubriques suivantes : « Actualités pédagogiques » ; « Dossiers thématiques » ; « Programmes scolaires » ; « Préparer une initiative pédagogique ».

Les actualités pédagogiques

Régulièrement mise à jour, la rubrique présente textes officiels, débats pédagogiques, innovations, sommaire de revue ayant un lien avec l'histoire de la Résistance ainsi que des informations ou démarches dans les établissements scolaires.

Chaque **dossier thématique** est construit autour de plusieurs rubriques : chronologie, bibliographie, glossaire, documents, biographies... À ce jour, 14 dossiers ont été mis en ligne. Certains ont vocation à être régulièrement remis à jour en fonction des apports de l'historiographie. Les dossiers thématiques sont en cohérence avec l'évolution des programmes scolaires comme le dossier en ligne sur Jean Moulin lié au nouveau programme des classes de première STS2. Certains seront conçus en complément des ateliers proposés en partenariat avec le musée de l'Ordre de la Libération, initié dans le cadre du thème 2007-2008 du Concours national de la Résistance et de la Déportation, et dans la perspective du nouveau programme de troisième de collège.



Le dossier « Guy Môquet » mis en ligne pour la journée nationale d'hommage du 22 octobre 2007 en lien avec le texte publié au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* (BOEN) du 30 août 2007, a présenté des informations sur les résistants cités dans le dossier publié en annexe du BOEN, des liens, une veille sur les réactions et débats suscités par la journée. Il demeure accessible et proposera pour l'année 2008-2009 des compléments historiques sur le sujet, prenant en compte les indications de la note de service publiée au BOEN au début du mois de septembre 2008.

À venir.

Plusieurs rubriques sont destinées à être étoffées dans les prochains mois. Elles proposeront une utilisation pédagogique spécifique.

Dans la rubrique « Approches de la Résistance », créée par Cécile Vast, on trouvera un dossier sur la mémoire de la Résistance à travers le timbre-poste, de l'après guerre à nos jours. Une exploitation pédagogique sera proposée pour les classes de troisième de collège et des classes de terminale L et ES.

Un dossier sera consacré aux associations nationales d'anciens résistants, avec la mise en ligne des textes fondateurs de ces associations lors de leur création.

La rubrique « Autour d'une photographie » créée par Frantz Malassis proposera deux séries de documents en partenariat avec le Musée de l'Histoire Vivante à Montreuil : l'une consacrée à la Libération de Paris, l'autre à la Libération de Montreuil en août 1944. ●

Hervé Guillemet



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

La vie de la Fondation de la Résistance

- Le site Internet de la Fondation s'enrichit et se diversifie p. 2

Mémoire et réflexions

- Le colloque «Faire l'histoire de la Résistance». Lyon, les 18 et 19 mars 2008..... p. 4

CNCVR

- L'Appel du 18 juin 1940 p. 8

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance... p. 10
- AERI p. 12

Livres..... p. 14

Hommages

- Disparitions p. 16
- Béatrice Arzt. p. 16

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: fondresistance@club-internet.fr
Directeur de la publication: Pierre Sudreau, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication: François Archambault
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Rédaction: Marc Fineltin, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression : SEPEG, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €. n° 54 : 4,50 €
Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le 22 octobre prochain, comme l'avait initié le président de la République Nicolas Sarkozy, les enseignants des lycées sont invités à se mobiliser avec leurs élèves autour du souvenir de Guy Môquet et de ses 26 compagnons fusillés à Châteaubriant en 1941.

Cette date coïncidant avec la semaine de l'Europe à l'école, le ministère de l'Éducation nationale a suggéré par voie d'une note de service (1) que cet hommage dépasse le cadre de nos frontières hexagonales et soit l'occasion de faire réfléchir les lycéens sur l'engagement des jeunes Européens dans la résistance durant la Seconde Guerre mondiale en s'appuyant sur la lecture des dernières lettres de quelques-uns d'entre eux.

Nos jeunes sont les citoyens européens responsables de demain et nous nous réjouissons de cette initiative pédagogique. Elle permettra, n'en doutons pas, de leur faire comprendre, que, malgré les différences de motivations, les contextes nationaux dissemblables, tous ces jeunes résistants partageaient des valeurs communes qui sont autant de ferments civiques pour l'Europe d'aujourd'hui.

Parce que beaucoup de ces jeunes résistants avaient vécu dans le souvenir des sacrifices de leurs aînés meurtris par la Première Guerre mondiale, guerre fratricide qui avait déchiré notre continent, nombreux sont ceux, qui tel Charles Boizard, rêvaient d'une Europe enfin unie et débarrassée du spectre de la guerre. Ce résistant français de 21 ans dans sa dernière lettre évoque ainsi avec passion sa vision de l'avenir pour la France et l'Europe de l'après-libération. «*C'est une France jeune et forte qui sortira de la lutte, et peut-être cette guerre verra enfin l'union des peuples européens se réaliser. C'était mon rêve le plus cher. Je ne le verrai pas, mais j'espère que d'autres le verront*» (2).

Avec beaucoup de mes camarades résistants, dont certains ont connu la nuit des camps de concentration nazis, comme mon ami Abel Farnoux qui vient de nous quitter, nous avons œuvré chacun à notre manière pour que cette vision d'une Europe des droits de l'Homme, jouant un rôle déterminant dans le concert des Nations, puisse devenir une réalité. ●



Pierre Sudreau

Président de la Fondation de la Résistance

(1) cf. le *Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale* n° 33 du 4 septembre 2008 accessible par Internet : <http://www.education.gouv.fr/cid22276/mene0800716n.html>. Par ailleurs, on trouvera dans les pages « actions pédagogiques » du site Internet de la Fondation (www.fondationresistance.org) de nombreuses informations complémentaires utiles.

(2) cf. *La vie à en mourir. Lettres de fusillés (1941-1944)*, Paris, éditions Tallandier, 2003, pp. 314-316.

LES RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE DE BLOIS

Dans le cadre des prochains Rendez-vous de l'histoire de Blois (9-12 octobre 2008), la Fondation de la Résistance sera présente, comme l'année dernière, sur un stand dans l'espace Recherche et Sociétés savantes. Cette année, la Fondation est également à l'initiative d'un débat : «Où en est l'histoire de la Résistance?», le samedi 11 octobre 2008 de 18h30 à 20 heures, Amph 1, antenne universitaire (entrée libre).
Intervenants : Claire Andrieu (l'IEP de Paris), Jean-Marie Guillon (université de Provence), Pierre Laborie (EHESS), Antoine Prost (université de Paris I).

Face aux vulgates médiatiques et aux usages politiques de la mémoire, cette rencontre fera le point sur les acquis les plus récents de l'historiographie, les outils dont disposent les enseignants, les directions actuelles de la recherche, les conditions et limites d'une histoire comparée des Résistances en Europe.



Photo Frantz Malassis.

Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon et directeur scientifique du colloque.

LE COLLOQUE « FAIRE LYON, LES 18 ET 19 MARS 2008

Nous reproduisons ici un résumé des conclusions de ce colloque, déjà évoqué dans le dernier numéro de *La Lettre de la Fondation*, et qui a été co-organisé par la Fondation de la Résistance et l'Institut d'études politiques de Lyon (université de Lyon II), avec la participation du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation et de l'École normale supérieure lettres et sciences humaines. Le directeur scientifique du colloque, Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon, a bien voulu rédiger ce texte pour *La Lettre*, à partir de son rapport de synthèse prononcé à l'issue des deux journées de travaux. Le rapport de synthèse intégral sera publié dans les actes de cette rencontre, dont la parution est prévue en 2009.

choisi de s'intéresser à Clermont-Ferrand, en passant par Roderick Kedward dont l'approche anthropologique a profondément renouvelé le champ scientifique.

Le rôle pionnier du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Si le CH2GM n'était pas l'unique objet de ce colloque, il en était tout de même une pièce centrale. L'objectif n'était pas de faire subir rétrospectivement un examen de passage à la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) et au CH2GM⁽¹⁾ au terme duquel ils auraient été déclarés admis *cum laude* ou... recalés. Il était d'analyser avec distance une entreprise complexe qui n'a pas peu contribué à façonner l'écriture de l'histoire de la Résistance en France (et au-delà, à travers le Comité International d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale voulu et présidé à l'origine par Henri Michel). Le CH2GM n'y a pas œuvré seul, bien sûr: il y a eu des démarches parallèles, voire concurrentes, d'un bout à l'autre de la période. Bruno Leroux a mis cet aspect en évidence à propos des chroniques d'Henri Noguères et d'Alain Guérin qui comblèrent un vide laissé dans les décennies 1960 et 1970 par un CH2GM absorbé par l'établissement d'une «chronologie de la Résistance» et la rédaction de monographies. Ces chroniques, l'une comme l'autre idéologiquement et politiquement vertébrées, soucieuses de faire entendre des points de vue à leurs yeux insuffisamment pris en compte, soulignaient un paradoxe. L'histoire de la Résistance telle que la CHOLF et le CH2GM l'avaient élaborée avait beau avoir été conçue et rédigée par des actrices et des acteurs de la lutte clandestine, Noguères et Guérin ne s'y retrouvaient pas (non plus que Pascal Copeau et beaucoup d'autres): le projet avoué de Noguères d'une histoire «contrôlée» par ceux qui l'avaient faite et vécue tentait de substituer un contrôle à un autre.

Il y eut aussi des démarches antérieures que Julien Blanc a examinées et, d'une certaine façon, exhumées, en analysant, en amont de la création

du CH2GM, une période de gestation et de tâtonnements qui généra les matrices des écrits ultérieurs. Julien Blanc a repéré les différents types de «normes» qui furent inventés dans la phase de bouillonnement intense qui précéda le CH2GM. Cette source-là ne se tarit jamais ensuite et elle pèse fortement dans la balance. Cécile Vast a mis cet élément en exergue à travers le cas d'Alban Vistel qui s'auto-publia (*L'héritage spirituel de la Résistance, La nuit sans ombre*) alors même qu'il était membre du comité de patronage des Comités et qui développa un registre d'écriture éminemment singulier, précieux au meilleur sens du terme, mis au service d'une vision d'ensemble sans jamais quitter la dimension du témoignage. Michel Goubet a montré quelque chose d'analogue à propos de Jean Cassou bataillant ferme sur le front historiographique avec Pierre Bertaux. Décortiquant avec doigté l'action de l'Association des Rescapés des Glières, née aux heures mêmes de la libération de la Haute-Savoie, le 22 septembre 1944, Gil Emprin a aussi illustré cette influence et pointé la dimension légendaire consubstantielle à cette histoire en train de sourdre dans une atmosphère de brûlante passion. Animée par la double volonté d'entretenir la mémoire de ce qui s'était passé et d'en écrire l'histoire, l'Association a été un acteur à part entière, épaulée par un homme qu'on retrouve au fil de l'ensemble de l'historiographie de la période à des moments-clés, Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Il ressort des communications qui ont étudié ces individualités et groupes que leur influence, dont les échos ne sont à ce jour pas éteints, fut forte.

Le CH2GM fut d'autant moins seul sur ce champ que, parallèlement à son action, œuvraient d'autres artisans parmi lesquels le Centre de Documentation Juive Contemporaine, voisin du CH2GM, en bons termes avec lui mais à côté. Mais aussi l'historiographie communiste avec un appareil vigilant et une mémoire militante extrêmement vive. Marie-Claire Lavabre a montré la place de l'histoire de la Résistance dans l'historiographie communiste «à divers niveaux de l'organisation», «à divers niveaux d'adhésion au communisme». Que le PCF, jusque dans ses sphères les plus élevées mais pas les plus

Tenu à Lyon les 18 et 19 mars 2008, le colloque se proposait d'explorer les voies empruntées et les moyens mis en œuvre, de la Libération jusqu'au début des années 1980, pour faire l'histoire de la Résistance française. Sur ce chapitre, à première vue pourtant, la messe est dite et la *doxa* dominante peut être schématisée comme suit: avec la foi du charbonnier, avec le concours et sous le regard attentif du pouvoir exécutif et des résistants, une vaillante cohorte de défricheurs aurait amassé quantité de matériaux et proposé des études de valeur qui auraient tout de même pâti du statut hors normes qui était celui de la Résistance dans la France d'avant *Le chagrin et la pitié* de Marcel Ophüls réalisé en 1969 et de *La France de Vichy* de Robert Paxton traduit en français en 1973, deux ondes de choc de nature différente qui auraient redistribué les cartes. Une histoire à caractère scientifique aurait alors graduellement vu le jour, moins prisonnière de la légende, plus soucieuse de la réalité des faits.

En regard de cette vision séduisante parce qu'aisément intelligible, l'objet du colloque était d'interroger quarante ans d'une histoire en devenir en diversifiant les échelles – du local à l'international – et en conjuguant des approches, des expériences et des générations différentes. Y sont en conséquence intervenus des chercheurs de tous horizons, des anciens correspondants du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CH2GM), des correspondants anciens et actuels de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP), des doctorants en passe d'achever leur thèse, et, par définition, des gens qui avaient eu à voir avec le CH2GM, directement et indirectement, de Jean-Louis Crémieux-Brilhac – dont les prises de parole ont fait partie de ces moments non programmés qui comptent dans un colloque – à John Sweets qui a rappelé que c'était sur le conseil d'Henri Michel qu'il avait

L'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE»

Matinée du mardi 18 mars 2008.

1 – Ouverture du colloque.

De gauche à droite : Olivier Faron, directeur de l'École normale supérieure lettres et sciences humaines, Gilles Pollet, directeur de l'Institut d'études politiques de Lyon, le préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, Evelyne Haguenaer, adjointe au maire de Lyon, et Isabelle Rivé, directrice du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation.



2 – Intervenants sur le thème : le « Laboratoire » du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Pierre Sudreau, président de la Fondation de la Résistance (3^e en partant de la droite) entouré de Jacqueline Sainclivier, professeur à l'Université de Rennes II, de Julien Blanc, doctorant, ATER à l'Institut d'études politiques de Lyon, de François Marcot, professeur à l'Université de Franche-Comté (président de séance), de Paule Renè-Bazin, conservateur général du patrimoine et du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance.

historiennes, ait cherché à exercer un strict contrôle sur sa propre histoire, avec une attention particulière pour la période 1939-1941, voilà qui n'est pas douteux. Le résultat fut contre-productif en termes de crédibilité scientifique mais efficace du point de vue de la culture commune aux militants, génératrice d'une forte identité.

Le poids des publications du CH2GM

Le CH2GM ne fut donc pas seul mais il fut hégémonique ou perçu comme tel. Les très nombreuses références au fil des communications à Henri Michel, son inamovible secrétaire général, disent bien cette position éminente qui, pour cette raison même, ne fit pas toujours l'unanimité. Jean-Marie Guillon, analysant la Résistance vue des régions, a mis en exergue cette ambivalence. Il a aussi souligné le contraste entre le mouvement de reconquête du centre à partir des régions qu'avait effectué la Résistance et la relative faiblesse des travaux menés ensuite historiquement sur lesdites régions. En même temps, par sa position institutionnelle inédite (puisqu'il était directement rattaché à la présidence du Conseil, puis au Premier ministre), par son réseau de correspondants – plus de 560 sur l'ensemble de la période – qui réalisèrent un énorme travail, par les enquêtes qu'il impulsa, les archives qu'il rassembla et sauvegarda, par les publications qu'il suscita et parraina, le CH2GM fut en position centrale (tout en se tenant, comme l'ont rappelé Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie, à l'écart des courants historiographiques qui renouelaient alors la discipline historique).

Les membres du CH2GM eurent longtemps, pour l'écrasante majorité d'entre eux, ceci de

commun avec ceux qui travaillaient hors de son giron d'avoir été des acteurs des luttes de la Résistance. D'où une relation complexe, tissée d'un horizon commun et de divergences parfois vives. Reste que le CH2GM, par le biais de publications importantes qui ont en somme donné le *la*, par l'entremise de sa revue de prestige, a pesé éditorialement et scientifiquement sur l'historiographie de la Résistance, au plan national (la monographie sur Combat fut publiée en 1957) et régional (les travaux des époux Silvestre en Isère, ceux d'Eugène Martres dans le Cantal et beaucoup d'autres).

Ce dispositif éditorial a été scruté par Jacqueline Sainclivier et Dominique Veillon qui ont malmené quelques idées reçues. Dans la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, la Résistance eut une part significative mais mineure. Mais il faut aller au-delà de ce que

les statistiques semblent indiquer. Jacqueline Sainclivier et Dominique Veillon ont insisté sur la conscience aigüe des problèmes méthodologiques et déontologiques que les articles de la revue dénotaient et dont ils rendaient les lecteurs avertis. Elles ont aussi montré la complexité et la complémentarité d'un dispositif à facettes : à côté de la revue (silencieuse sur la Résistance de 1950 à 1958 comme l'a relevé Guillaume Piketty et comme en fait foi la préface en 1958, signée de Robert Fawtier, d'un numéro entièrement consacré à la Résistance qu'il présente comme «un geste rassurant à l'égard des anciens résistants»), la collection «Esprit de la Résistance» des Presses Universitaires de France produisit des ouvrages de premier plan. Par ailleurs, les numéros de la revue qui traitaient de la Résistance publièrent quelques articles de très haute volée, tel celui de Germaine Tillion en avril 1958 sur la première Résistance en zone occupée.

Après-midi du mardi 18 mars 2008.



Intervenants sur le thème : courants historiographiques et approches épistémologiques.

De gauche à droite : François Rouquet, maître de conférences à l'Université de Rennes I, Pierre Laborie, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Antoine Prost, professeur émérite à l'Université de Paris I (président de séance), Marie-Claire Lavabre, directrice de recherches au CNRS, Jean-Marie Guillon, professeur à l'Université de Provence et Bruno Leroux, directeur historique de la Fondation de la Résistance.

Enfin, dans cet atelier, des correspondants – dont le réseau avait été élaboré dès la deuxième moitié de l'année 1946 – firent leurs premières armes.

Une historiographie en butte à de nombreuses difficultés

Le colloque dans son entier a rappelé, en précisant les choses, que cette historiographie eut à affronter de redoutables difficultés. C'était d'autant plus utile qu'on a eu tendance, à partir des années 1980, à minimiser ces écueils qui sont pourtant, *mutatis mutandis*, toujours bien présents.

Premier écueil, et non le moindre : **la question du statut et de l'accès aux archives**. Puisant dans des fonds inexplorés, Paule René-Bazin a levé plus qu'un coin du voile sur cette question particulièrement complexe où les querelles de personnes, qui révélaient des tensions entre institutions et logiques disciplinaires, n'eurent pas un rôle second. Elle a donné des clefs d'interprétation qui éclairent d'un jour nouveau des désaccords dont on comprenait mal les tenants et aboutissants, et qui dessinent trois temps dans les relations entre archivistes et historiens au plus haut niveau : 1944-1947, 1947-1951 et 1951-1980. Les conflits, d'une violence inaccoutumée dans ces milieux feutrés, se produisirent dans un contexte où individus et institutions étaient tenus de reconsidérer des usages bien établis, voire tout bonnement d'inventer la marche à suivre.

Deuxième difficulté : **les relations entre acteurs et historiens**. Tout en attirant l'attention sur le fait que les problèmes que posait – et que pose – l'écriture de l'histoire de la Résistance étaient loin de se réduire à cette seule question, Pierre Laborie a pointé l'écart entre la complexité des problèmes à résoudre et l'absence d'un appareil conceptuel élaboré et sûr. Tirillés entre l'intime conviction que le recours aux témoins était indispensable et

la nécessité de soumettre tout témoignage à la critique, celles et ceux qui, très tôt, travaillèrent cette histoire, durent faire de leur mieux avec des outils rudimentaires et dans un contexte qui n'était pas facile. Le tournant en la matière fut assez tardif, en particulier sous l'impulsion des travaux de Philippe Joutard. Mais rien n'est jamais acquis dans une affaire où les relations individuelles, les sympathies, les rancœurs, les incompréhensions sont si importantes et les avancées réalisées dans les années 1980 ne prémunissaient pas contre un violent retour de bâton, on y reviendra.

Troisième difficulté : l'écriture de cette histoire ne fut pas épargnée, c'est le moins qu'on puisse en dire, par **les enjeux et les luttes politiques et idéologiques**. Là encore, cette variable toucha tous les historiens à l'œuvre, au CH2GM comme dans les départements, avec des pics particulièrement visibles dans la mouvance communiste, dans certaines régions comme celle de Toulouse étudiée par Michel Goubet où la lutte se mena à ciel ouvert ou encore la Haute-Savoie.

Ce qui amène à une difficulté dont Jean-Marie Guillon a montré à quel point elle devait être prise en considération pour comprendre l'élaboration de l'historiographie de la Résistance. En situant une inflexion décisive au tournant des années 1970, entre autres avec les ouvrages d'Alban Vistel et de Charles d'Aragon, Jean-Marie Guillon a touché juste. Il a moins insisté sur le fait que cette inflexion fut aussi redevable aux travaux universitaires menés, avec un fort ancrage régional et souvent la qualité de correspondants du CH2GM, par ... Jean-Marie Guillon, Jacqueline Sainclivier, Pierre Laborie, François Marcot et quelques autres. Or, ces travaux qui avaient un cadre régional fort ont modifié nationalement la donne.

Ils l'ont modifiée historiographiquement bien entendu mais pas seulement. En réalité, ils ont

consacré la résolution de la dernière difficulté sur laquelle cette histoire-là buta longtemps, celle des relations avec une Université très réticente à l'idée de donner son onction – et des perspectives de carrière – à des chercheurs en charge de sujets aussi brûlants et proches.

Il y avait là autant de défis qu'il fallut bien relever à chaud, sans précédent sur lequel s'appuyer, avec l'obligation d'inventer au jour le jour des règles allant contre de puissants *habitus*. François Rouquet a établi que la fine fleur de la discipline historique (Lucien Febvre, Ernest Labrousse, Pierre Renouvin, puis René Rémond) avait accompagné et soutenu cette démarche, les médiévistes Robert Fawtier et Édouard Perroy ayant joué dans cette affaire un rôle essentiel. Il a montré aussi l'étendue du concours que des historiens de métier, appelés à des positions éminentes ultérieurement, avaient prêté au CH2GM en faisant fonctionner les différentes commissions qui travaillaient en son sein. Tous les obstacles n'ont pas été surmontés si aisément et cela explique aussi, comme l'a constaté Pierre Laborie, que chacun dans son coin ait été en butte à des difficultés et à des doutes surmontés empiriquement et parfois imparfaitement. En même temps, s'il est une chose dont on peut être sûr après ce colloque, c'est bien qu'on ne peut faire le reproche aux protagonistes de cette histoire tentée à chaud d'avoir méconnu ou sous-estimé ces obstacles.

Nombre de ces obstacles sont toujours les nôtres même si nous savons qu'ils sont notre lot alors que nos devanciers les découvraient chemin faisant. La loi de janvier 1979 sur l'accessibilité aux archives a constitué une avancée non sans que subsistent des entraves non négligeables. Les relations entre acteurs et témoins ont connu des hauts et des bas, la table ronde organisée en 1997 dans les locaux du journal *Libération* autour des époux Aubrac ayant marqué le point culminant – désolant autant qu'inefficace – d'une tension



Matinée du mercredi 19 mars 2008.

Intervenants sur le thème : l'élaboration de l'histoire de la Résistance dans les régions.

De gauche à droite : Gil Emprin, correspondant pour l'Isère de l'Institut d'Histoire du Temps Présent-CNRS, Michel Goubet, ancien correspondant de l'Institut d'Histoire du Temps Présent-CNRS, Jacques Vistel, vice-président de la Fondation de la Résistance (président de séance), Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon, Olivier Vallade, ingénieur CNRS et Cécile Vast, doctorante, ATER à l'Université de Franche-Comté.

Intervenants sur le thème : éléments d'historiographie des résistances européennes.

De gauche à droite : Gianni Perona, professeur à l'Université de Turin, John Sweets, professeur émérite à l'Université du Kansas, Jean-Luc Pinol, directeur du laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHA), directeur de l'Institut des sciences de l'Homme (président de séance), Fabrice Maerten, chercheur au Centre d'études et de documentation sur la guerre et les sociétés contemporaines à Bruxelles, Steffen Prauser, maître de conférences à l'Université de Birmingham et Mercedes Yusta, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise.

Après-midi du mercredi 19 mars 2008.



Photos Frantz Malassis.



Photos Frantz Malassis.

Les débats et prises de paroles furent nombreux durant ce colloque.

1 – Jean-Louis Crémieux-Brilhac. • 2 – Jean-Marie Guillon, à sa gauche Dominique Veillon, directrice de recherches au CNRS, et Antoine Prost. • 3 – Antoine Prost • 4 – Le docteur Pierre Morel, vice-président de la Fondation de la Résistance et président du CAR.

jamais totalement maîtrisée. Les luttes politiques et idéologiques demeurent vives mais se sont déplacées désormais sur le plan historiographique. Quant à l'articulation entre niveaux national et régional, elle n'est pas non plus entièrement résolue. Le seul domaine, au fond, où l'obstacle a été effacé est celui des relations avec l'Université. Un colloque comme celui de Lyon est désormais dans la norme.

Les efforts que le CH2GM a inlassablement déployés ont bel et bien fait sauter ce verrou-là. À bien y regarder, il se pourrait que le CH2GM ait accompagné et accéléré une évolution inéluctable puisqu'on la retrouve, par exemple, en Italie comme en Belgique. Quoi qu'il en soit, c'est paradoxalement au moment où il touchait les premiers dividendes de ses patients efforts qu'Henri Michel – et avec lui le CH2GM – dut passer la main. En apparence, tout au moins. Plus de trente ans de labeur et d'existence avec une forte impulsion centrale, des équipes au travail dans la France entière, des moyens, cela n'est pas si courant pour une structure *ad hoc* et cela laisse des traces... et des successeurs.

Les points de comparaison et d'influence avec l'historiographie des résistances européennes

Tout cela était-il étroitement hexagonal? Oui et non. Oui, pour toutes les raisons évoquées ci-dessus. Non, parce que les communications de nos collègues étrangers, qui ont traité de l'évolution de leur propre historiographie nationale (Fabrice Maerten, Giani Perona) ou qui l'ont confrontée à l'historiographie française (Steffen Prauser, John Sweets, Mercedes Yusta), ont montré combien le caractère singulier de la période et les mémoires à l'œuvre comptaient.

Gianni Perona, dont l'intervention portait sur l'historiographie de la résistance italienne, a mis en évidence le fait que les périodes principales de la production d'histoires de la Résistance en Italie avaient épousé les différentes phases de la vie politique du pays. Il a aussi relevé le succès éditorial de livres récents traitant l'après-guerre surtout du point de vue des règlements de comptes entre partisans et fascistes; il arrive, en Italie comme ailleurs, que la mauvaise monnaie

chasse la bonne... Fabrice Maerten a décrit les voies tortueuses qui ont été empruntées en Belgique. Quantitativement modeste, la production historiographique belge sur la résistance a suscité peu d'échos dans la société par rapport à ce qui est observé Outre-Québécois. Au fil des ans, et selon des phases que sa communication a détaillées, des historiens (Henri Bernard, Jean Dujardin, José Gotovitch) ont travaillé avec des optiques très différentes, politiquement et scientifiquement. Depuis les années 1990, on observe un regain d'intérêt pour l'histoire de la résistance. Malgré cela, l'avenir de cette historiographie est incertain dans un pays marqué par l'étiollement du parti communiste et où l'idée de Résistance renvoie d'abord non pas à l'unité de la Nation, mais au contraire à ses profondes déchirures.

Steffen Prauser a mis en évidence le fait que l'historiographie allemande s'était peu intéressée à la résistance française, à quelques notables exceptions près (Hans Umbreit, Alrich Meyer). Même si à partir des années 1990, elle a renouvelé ses questionnements sur la résistance française, la question du regard de l'ancien ennemi n'a pas disparu ce qui se marque notamment par les interrogations liées à la figure comme à la notion du franc-tireur. Par ailleurs, l'intérêt pour la résistance, en Allemagne, s'est davantage focalisé sur une résistance allemande ne se limitant plus à la Rose blanche et au complot du 20 juillet 1944.

Mercedes Yusta a pris pour objet le phénomène qui, en Espagne, s'apparentait le plus à la Résistance française, c'est-à-dire le mouvement, pluriel et multiforme, qui lutta contre le franquisme, pendant les années 1940, les armes à la main et qu'on appelle « la guerrilla » ou « el maquis » (par mimétisme avec la France). Cette résistance armée a été peu étudiée alors même que la guerre civile et la répression franquiste l'ont été abondamment. L'influence de l'historiographie française a joué à la façon d'un « effet miroir », la geste de la Résistance française faisant figure de modèle inaccessible, historiographiquement et politiquement. Un réel dialogue entre les deux historiographies permettrait peut-être à l'étude de la résistance espagnole de gagner ses galons d'objet scientifique à part entière dans un contexte européen.

John Sweets a montré que si la Résistance française – au contraire du régime de Vichy – avait statistiquement soulevé peu d'intérêt chez les historiens anglo-américains, leur apport n'en avait pas moins été important à trois niveaux: celui de la Résistance en son sommet, celui de la Résistance à la base, celui des études régionales et locales. Quantitativement réduite à la portion congrue, l'historiographie anglo-saxonne aura été qualitativement d'un apport majeur au fil des ans même si l'absence – fâcheuse – de traductions françaises d'ouvrages importants occulte largement cette réalité.

Au total, on a pu mesurer combien les controverses internes à la France pouvaient se retrouver, distancées et déplacées, dans des travaux émanant d'historiens étrangers. Pour paraphraser Germaine Tillon, il y a une France de l'Occupation du côté de chez Paxton et Burrin, une autre du côté de chez Sweets et Kedward. Il n'entre aucun jugement de valeur dans ce constat pas plus que, chez Proust, le côté de Guermantes ne supprime le côté de chez Swann. Le colloque a permis de vérifier que, parmi les meilleurs spécialistes de cette histoire-là, se trouvent des chercheurs étrangers qui en ont une connaissance intime et qui, malgré la distance qui est la leur comme naturellement (il n'existe pas d'historiographie de la résistance américaine...), sont partie prenante, et c'est heureux, des joutes jalonnant une historiographie qui, dans les trois premières décennies de son existence, déploya une intense activité. Celle-ci, en dépit des insuffisances qui accompagnent toute quête scientifique, ne fut pas confinée et étroite d'esprit contrairement à ce qu'on dit souvent encore. ●

Laurent Douzou

(1) Le CH2GM a succédé en 1951 à deux organismes créés en 1944 et 1945: la CHOLF, rattachée au ministère de l'Éducation nationale, et le Comité d'Histoire de la Guerre, placé auprès de la présidence du gouvernement provisoire; la première a joué un rôle essentiel, notamment par la création d'un réseau de correspondants et sa collecte de témoignages de résistants.

Le général de Gaulle
dans les studios de la BBC.



Collection du Service historique de la Défense.

L'APPEL DU 18 JUIN 1940

Cet article est un extrait d'une allocution prononcée le 18 juin 2008, dans les salons de la préfecture du Calvados, par Jacques Vico à l'occasion de la remise solennelle des prix du concours national de la Résistance et de la Déportation aux lauréats départementaux. Profitant de cette date anniversaire, Jacques Vico évoque l'importance et l'impact de l'Appel du général de Gaulle du 18 juin 1940. Plongeant dans ses souvenirs personnels, il rappelle également ce que furent ces journées de juin 1940 en Basse-Normandie avec ses flots de réfugiés, l'espoir du « réduit breton » et la naissance des premiers groupes de Résistance en juillet 1940.

En mai 1940, le temps est magnifique. L'attaque du 10 mai de l'armée allemande contre la France, le Luxembourg, la Belgique et la Hollande crée la stupeur et le désarroi. Les armées alliées subissent, dès les premières heures de combat : la violence, et la tactique des troupes hitlériennes.

15 mai 1940, partout l'ennemi progresse. Six millions de réfugiés fuient sur les routes de France devant l'ennemi. Le 14 juin 1940, les troupes allemandes défilent triomphantes sur les Champs-Élysées, à Paris.

À Caen, avant même qu'il ne soit question de Résistance, dès mai 1940, s'engagent des actions d'entraide et de solidarité à l'égard des nombreux réfugiés. Ces flots humains marchent vers le Sud et vers la Bretagne. Les jeunes de Caen, Scouts de France, Éclaireurs de France, Jeunesse Ouvrière, et Étudiante Chrétienne, jeunes de mouvements laïcs, agissent pour l'accueil et le soutien de ces milliers de réfugiés.

Ces actions sont menées avec l'appui de la Croix Rouge. L'ampleur de la tâche soude davantage la solidarité de ces jeunes, fortifie leur engagement, et prépare la prise de responsabilités nouvelles, exigées par l'évolution tragique de notre Pays.

Une rumeur se répand. Le Gouvernement va constituer le « réduit breton » pour résister aux forces allemandes.

À Caen, nous voyons passer des troupes françaises en retraite et en piteux état.

Après l'accord de nos parents, nous sommes trois frères à nous mettre en route vers ce réduit annoncé. Notre première étape est à Vire.

Arrivés à Vire, nous cherchons des informations. Dans le quartier, où nous résidons, est implantée une menuiserie. Le propriétaire a installé un poste de TSF dans l'atelier. Les voisins se regroupent et suivent, heure par heure, la triste évolution de la Bataille de France. Des soldats français nombreux

progressent à pied sur les petites routes du bocage virois, sans artillerie et sans ravitaillement. Ils ont été réembarqués à Dunkerque en mai 1940, sont passés en Angleterre et débarqués à Cherbourg.

Dans la nuit du 16 au 17 juin le Gouvernement de la République placé sous la responsabilité du président Paul Reynaud, est renversé. Le maréchal Pétain prend le pouvoir. Il décide de demander un armistice à Hitler et de cesser le combat.

Le 17 juin 1940, aux environs de midi, nous entendons l'appel larmoyant et moralisateur du maréchal Pétain annonçant la demande d'armistice et proclamant « *Il faut cesser le combat* ». Nous sommes consternés. Le silence est total, puis chacun exprime l'intensité de son chagrin et de ses inquiétudes. Dans les heures qui suivent, des unités blindées allemandes, venant de Flers, pénètrent dans Vire. Il n'y a plus de combat.

Chaque heure, avec précaution, nous reprenons l'écoute des nouvelles chez notre menuisier. Dans la soirée du 18 juin 1940 nous avons pu capter la BBC et entendre l'Appel de ce général de Gaulle, que nous ne connaissions pas. Le timbre de la voix de cet homme nous impressionne. Son ton ferme et déterminé, son autorité, et le contenu de son message nous réconfortent. Son appel nous apporte des certitudes : la guerre continue, la guerre deviendra mondiale, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Ce message nous remplit d'espérance. Une certitude nous envahit : l'Allemagne hitlérienne perdra la guerre, mais le chemin sera long. Mais il ne faut pas rêver. Il n'y aura pas de réduit breton. Nous rentrons sur Caen. Le 22 juin c'est à nouveau l'Appel du général de Gaulle sur la BBC.

Dès ce retour je reprends contact avec les groupes de jeunes issus des Mouvements de Jeunesse. De nouvelles actions sont menées.

Au cœur de ce groupe va naître spontanément le premier groupe de Résistance en juillet 1940.

Mais revenons donc sur l'impact de cet appel.

Charles de Gaulle, général de Brigade, a donc réussi à gagner l'Angleterre. Le soir du 18 juin il lance cet appel aux Français. Il refuse de reconnaître la défaite. La France n'est pas seule. Elle a un empire. Elle est l'alliée de la Grande Bretagne. Elle peut utiliser les ressources industrielles immenses des États-Unis. *«Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.»*

«Quoi qu'il arrive la flamme de la résistance française ne soit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.»

De Londres le général de Gaulle assiste à l'effondrement de la III^e République.

Il écrira plus tard : *«je n'apparaissais à moi-même, seul et démuné de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait traverser à la nage»*. Cet appel a suscité un vif espoir.

Ce message est donc l'appel à la Résistance et au combat. Des hommes et des femmes résistent et passent à l'action.

Les prolongements de l'appel du 18 juin 1940 seront innombrables, épiques et héroïques.

Un exemple :

Le 24 juin 1940, l'Île de Sein, au large de la Bretagne, n'est pas encore occupée par l'ennemi. Toutes les familles se concertent. Beaucoup d'hommes sont en service sur les flottes de guerre ou de commerce. Il reste 130 hommes valides sur l'île.

La décision est unanime. Ils continueront le combat, et vont rejoindre le général de Gaulle. Le plus âgé a 60 ans. Le plus jeune c'est l'enfant de chœur, il a 12 ans. Ils partent sur les bateaux de pêche.

Arrivés en Angleterre, ils seront accueillis par cette simple phrase : *«Vous êtes la moitié de la France»*. Ces hommes vont constituer

les Forces Françaises Libres. Les Allemands arrivent sur l'île et s'étonnent de voir tant de vêtements et de coiffes noirs. Les femmes leur répondent : *«Nous portons le deuil de la France»*. Les Forces Françaises Libres sont présentes dans les airs, sur les océans et sur les champs de Bataille, à Bir-Hakeim et à El Alamein. La Résistance intérieure combat sur le territoire national.

Des unités françaises libres constituent la 2^e Division Blindée du général Leclerc, participent à la Bataille de Normandie, à la Libération de Paris, et à la Libération de Strasbourg.

Les effectifs de cette division sont complétés par des milliers de résistants de l'intérieur engagés en Normandie, à Paris puis dans les Vosges et en Alsace.

Le 8 mai 1945, la 2^e Division Blindée du général Leclerc revient de Berchtesgaden, repaire d'Hitler, après un dernier combat. Nous sommes près des lacs bavarois. La grande ville la plus proche est Munich, où

Le 18 juin 1945 un immense défilé sur les Champs-Élysées révèle l'éclatante vérité de l'Appel du 18 juin 1940, et consacre le renouveau de la France et de son armée.

Nous défilons devant le général de Gaulle et le Sultan du Maroc, Mohammed V, qui sera fait «Compagnon de la Libération» le lendemain.

En tête de ce défilé la Division Leclerc, avec ses régiments de la France Libre, complétés avec ces jeunes résistants engagés sous l'uniforme, pour terminer le combat de la France.

Ce sont ensuite les régiments de la 1^{ère} Armée française, et du front de l'Atlantique constitués par des Français d'Afrique et par des milliers de gars de la Résistance et de tous les maquis. Ces jeunes hommes, au visage buriné, défilent comme de vieilles troupes aguerries, par un long combat.

Ce sont au milieu de ces troupes, les régiments marocains, algériens, tunisiens, et d'Afrique noire, qui participèrent avec tant de courage et de loyauté à la Libération de notre Patrie et à l'écrasement du nazisme.



Marins de l'île de Sein au moment où ils rejoignent un bateau anglais.

Collection du Service historique de la Défense.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

nous sommes passés plusieurs jours avant. Nous attendons au garde à vous l'intervention du général de Gaulle, devant nos chars et nos autos-mitrailleuses. Quinze heures, le général nous annonce la capitulation de l'Allemagne nazie. Il termine : *«La guerre est gagnée [...] Pas un deuil, pas un sacrifice, pas une larme, n'aura été perdue»*. Un silence total nous submerge. Nous pensons avec émotion et tendresse à tous nos compagnons et compagnes de la Résistance et des Forces Françaises Libres broyés au cours de cette longue lutte pour la reconquête de l'Indépendance de la France. Nous rentrons à Paris vers le 10 juin 1945.

Aujourd'hui nous nous souvenons des actions spontanées de solidarité et d'entraide menées par une partie de la population française, qui ont permis à la Résistance intérieure et extérieure d'exister et de se développer.

Aujourd'hui nous nous souvenons, demain nous nous souviendrons encore du 18 juin 1940, et du 18 juin 1945.

Les exigences de ces deux dates restent incontournables pour garantir l'avenir et la grandeur de notre Patrie. ●

Jacques Vico
Président de l'Union départementale des Combattants volontaires de la Résistance du Calvados

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

LE 23 MAI 2008, À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. UN COLLOQUE ORGANISÉ À L'OCCASION DU 65^E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU CNR



1- Les intervenants.

De gauche à droite : maître Nicolas Baverez, Daniel Cordier, proche collaborateur de Jean Moulin, Christine Levisse-Touzé, directrice du Mémorial maréchal Leclerc de Hautecloque-Musée Jean Moulin, Michel Ambault, administrateur de MER, Raymond Aubrac, résistant, ancien commissaire de la République, Francis Gutmann, ambassadeur de France et Guy Krivopissko, conservateur du Musée de la Résistance nationale à Champigny.

Photos Marc Finel

Michel Ambault, qui avait 9 ans en 1943, a introduit ce colloque en montrant des journaux de l'époque. L'administrateur de MER esquissait ainsi l'atmosphère dans laquelle se déroulait la renaissance de la République dans les « catacombes ».

Il était émouvant pour les auditeurs du colloque organisé par MER à l'Assemblée nationale le 23 mai à l'occasion du 65^e anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance (CNR), d'entendre **Daniel Cordier**, proche collaborateur de Jean Moulin, dire modestement : « J'étais dans la rue du Four chargé d'assurer la sécurité de la réunion. Ce n'est que plus tard en lisant le rapport que Jean Moulin adressait au général de Gaulle, que j'ai appris l'importance de cette séance. »

Cette importance les différents intervenants l'illustrèrent. **Christine Levisse-Touzé**, directrice du Mémorial maréchal Leclerc de Hautecloque-Musée Jean Moulin, notamment montra aux lycéens présents (Janson de Sailly à Paris, Légion d'honneur à Saint Denis et Gérard de Nerval à Noisel) que le ralliement autour du général de Gaulle des mouvements de Résistance, des anciens partis politiques et des deux centrales syndicales non seulement fortifiera sa position face au général Giraud et aux Alliés, mais surtout évitera les ferments de guerre civile et favorisera lors du débarquement de juin 1944 la prise en main de l'administration du pays par le Gouvernement provisoire de la République française.

Le programme qui fut adopté ce 27 mai 1943 dans un appartement parisien – la seule réunion plénière devait souligner **Christine Levisse-Touzé** – après des débats parfois animés joua un rôle essentiel dans l'histoire du pays et sa reconstruction au lendemain de la guerre. Ainsi que l'indiquait au cours de son allocution de bienvenue **Bernard Accoyer**, président de l'Assemblée nationale aux lycéens : « Ce n'est pas seulement une page de manuel d'Histoire ou un sujet du Bac; au cours de cette réunion fut esquissée ce que devait être la société juste et pacifique qui allait suivre l'écroulement du nazisme ».

C'est ce que démontra, sur le plan économique, **maître Nicolas Baverez**, en montrant que le miracle des « trente glorieuses », succédant au déclin des années 1930, fut possible grâce à la fonda-

tion d'un modèle original organisé autour de cinq axes majeurs : une démocratie économique et sociale, contre les féodalités et les corporatismes; la direction de l'économie par l'État *via* la planification; la nationalisation des grands moyens de production; la recherche du plein emploi; le dépassement de l'opposition capital/travail au travers de la participation; des mécanismes associant les ouvriers par les syndicats à la gestion des entreprises.

Guy Krivopissko, conservateur du Musée de la Résistance nationale à Champigny, devait à son tour insister sur les réformes sociales et syndicales issues du programme du CNR. Outre le rétablissement du syndicalisme libre, l'idée maîtresse était d'assurer à chaque personne, dans le respect de sa dignité, les droits fondamentaux à l'existence : le droit au travail et au repos, la régulation de l'embauche et du licenciement, l'établissement de conventions collectives, le droit à la santé et à la retraite par la création de la Sécurité Sociale, la garantie d'un salaire minimum. Sans oublier l'accent mis sur le droit à l'instruction et à la culture pour tous.

Ce programme **Raymond Aubrac**, résistant, ancien commissaire de la République, devait l'appliquer concrètement dans la région de Marseille : « Le 9 août 1944 le général de Gaulle m'a appelé pour me dire que j'étais nommé commissaire de la République pour la région Provence, c'est-à-dire chargé de résoudre tous les problèmes d'administration. Il se trouve que je suis le dernier survivant des 18 hommes auxquels incombèrent cette mission et que cette mission était d'autant plus importante que non seulement je disposais de pouvoirs étendus, mais que la difficulté des communications rendait les rapports avec le pouvoir central très compliqués. J'ai réquisitionné les 15 entreprises indispensables au fonctionnement du port et installé auprès du directeur



2 - Vue de l'assistance.

un comité consultatif de gestion comportant un élu ouvrier, un élu cadre, un élu ingénieur : cette cogestion a donné d'excellents résultats ».

« Les militaires sont en contact avec l'ennemi pendant la bataille, les résistants sont 24 heures sur 24 à la bataille », disait **Daniel Cordier**, l'auteur de *La République des catacombes* ajoutant : « La guerre pour un résistant, ça veut dire la torture, la déportation et très souvent la mort ».

« Un résistant, à qui on demandait un jour pourquoi il avait été résistant a répondu : parce que j'ai rêvé, j'ai cru, j'ai voulu ». Cette citation de **Francis Gutmann**, ambassadeur de France, donnait le ton à une intervention qui se projetait vers l'avenir : « Résister ce n'est pas seulement dire non, c'est se prendre en main pour chercher à tracer sa route... L'avenir n'est pas tant ce qui arrivera, mais d'abord ce que nous voulons qu'il soit ». Citant le général de Gaulle le 14 juillet 1943 quelques semaines après la réunion du CNR, l'ambassadeur rappelle : « La France délivrée ne voudra pas reprendre la route de l'abîme, ni demeurer sur celle de l'esclavage... Elle a choisi un chemin nouveau ».

Concluant cette matinée, Pierre Sudreau, président de la Fondation de la Résistance, évoque, à la demande de ses amis, son retour de déportation. De Gaulle, voyant ce jeune homme famélique, aurait déclaré : « Qu'il fasse une carrière à la Jean Moulin ! » effectivement, Pierre Sudreau devint préfet très jeune, puis ministre du Général... ●

MER

Yves Guéna lors de sa conférence.



Photo Marc Finelrin

LE PRÉSIDENT YVES GUÉNA DONNE UNE CONFÉRENCE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MER

Le lundi 23 juin, dans les salons de la Fondation de la Résistance, MER a tenu son Assemblée générale annuelle. Après qu'une minute de silence en souvenir du président Jean Mattéoli fut observée, travail et convivialité étaient à l'ordre du jour. Travail: les adhérents présents ou représentés ont donné *quitus* au Conseil d'administration à la fois pour les activités et le bilan financier 2007 et renouvelé leur confiance au Conseil d'administration. Les administrateurs MM Michel Ambault, Robert Badinier et Jean Novosseloff ont vu leur mandat renouvelé pour six ans à l'unanimité. Par ailleurs le Conseil d'administration, réuni sous la présidence du doyen Jean-Pierre Renouard, a réélu pour deux ans les membres du Bureau.

Puis c'est dans la convivialité, comme chaque année, que nous avons reçu cette année le président Yves Guéna qui nous a fait l'honneur

d'évoquer son épopée au sein de la France Libre, puis de dédicacer le dernier livre qu'il vient d'écrire, paru aux éditions Gründ : *De Gaulle 1890-1970*.

Yves Guéna est un témoin privilégié, qui a côtoyé le général de Gaulle de 1940 à 1969. Adolescent, révolté par le discours du maréchal Pétain, il quitte le rivage breton et rejoint Londres. Il fut de tous les combats livrés par la France Libre: des sables de Libye à Berchtesgaden, en mai 1945. Après la guerre, il sera ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou, président du Conseil constitutionnel. Il fut aussi sénateur, député, maire de Périgueux entre 1962 et 1997, président de la Fondation Charles de Gaulle; il est aujourd'hui président de la Fondation de la France Libre et défenseur acharné de la mémoire de «*Ce géant de l'histoire de France*» que fut le général de Gaulle. ●

Une large assistance était venue écouter la conférence d'Yves Guéna.



Photo Marc Finelrin

LES RENDEZ-VOUS DE MER

► Les vendredis 12 et 19 septembre:

Cérémonies de la libération de Rochefort et de Saint-Just de Luzac en présence de Jacques Jamain, délégué départemental de MER en Charente Maritime.

► Samedi 27 septembre:

À Rochefort, forum des associations où Jacques Jamain représentera MER.

► Du 9 au 12 octobre:

Festival du film de la Résistance organisé par Jean Philippe Desmoulières, délégué régional de MER, à Blois (au cinéma Les Lobis), à Romorantin (au cinéma CVL Palace) et à Vendôme (au cinéma Le Ronsard).

À Blois, le délégué régional de MER, Jean-Philippe Desmoulières, participera aux «11^{èmes} Rendez-vous de l'Histoire».

► Samedi 11 et dimanche 12 octobre:

Au Mans, salon du livre la «25^e heure du Mans» où la délégation départementale de MER dans la Sarthe y sera présente avec Jacques Chesnier, auteur d'un livre sur la Résistance sarthoise.

► Dimanche 12 octobre:

Cérémonies du souvenir à Rochefort à l'ex prison Saint Maurice et au lieu dit Pont de la Bergère à Saint-Just en présence des autorités locales et de Jacques Jamain.

► Mardi 21 octobre à 16 heures:

À Paris, à l'occasion du cinquantième de la Constitution de la V^e République, colloque sur le thème: «Une République née des idéaux de la Résistance», au Conseil constitutionnel sous le patronage du président Jean-Louis Debré.

► Première semaine de novembre:

À Dijon, rencontre autour du film de Claude Berri: *Le vieil homme et l'enfant* organisée par Jeannine Calba, déléguée régionale de MER.

► Samedi 15 novembre à 14 heures:

À Paris, à la Fondation de la Résistance, cinquièmes «rencontres et dédicaces du livre résistant».

► Jeudi 20 novembre à 16 heures:

À Paris, à l'ambassade de Grande-Bretagne, conférence sur les rapports entre la Grande-Bretagne et la Résistance française.

Adhésion:

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à «Mémoire et Espoirs de la Résistance»! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à «Résistance et Avenir»), déductible de l'impôt sur le revenu.

- Chèque à libeller à «Mémoire et Espoirs de la Résistance», Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Tél./Fax: 01 45 66 92 32
- Courriel: memoresist@m-e-r.org
- site internet: www.memoresist.org

Association pour des Études sur la Résistance

VALEURS DE LA RÉSISTANCE, VALEURS DES JEUNES AUJOURD'HUI

Le 23 mai dernier, plus de 200 personnes se sont réunies, afin de clore une année scolaire riche en témoignages et en actions citoyennes.



Jeunes participants à l'opération Valeurs, lors de la rencontre nationale du 23 mai 2008.



Photos Marc Finetlin

Raymond Aubrac et Michèle Badaire, présidente de l'AERI.

Les élèves présents ont exposé leurs projets et ont échangé avec les enseignants et les résistants autour de leurs engagements et sur les améliorations possibles de l'opération. L'AERI salue la volonté et le travail de tous ceux qui se sont lancés dans cette aventure, qui a abouti cette année encore à de très beaux projets citoyens. La démarche dans les classes fonctionne donc, et ce auprès d'un public de plus en plus varié.

Développements pour la nouvelle rentrée des classes

Les équipes pédagogiques et les résistants intervenants ont renouvelé leur volonté de s'investir dans l'opération. Des rendez-vous ont été également pris avec de nouveaux établissements scolaires pour la rentrée des classes, comme le lycée professionnel René Cassin à Paris, où l'AERI interviendra auprès de quatre classes de BEP.

Le nombre d'élèves bénéficiant de l'opération «valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui» devrait ainsi augmenter au cours de l'année scolaire 2008-2009. En parallèle, la stratégie de rapprochement d'associations d'éducation populaire, afin d'établir à terme des partenariats et de bénéficier d'un réseau plus étendu, est maintenue...

Autre volonté: celle d'agir auprès de tous les jeunes, avec leurs différences. L'expérience menée à l'Institut médico-éducatif Val Lorie, établissement de l'APAJH 44 (Association pour les adultes et jeunes handicapés), est un succès: le témoignage du résistant a été le point de départ d'un projet pédagogique ambitieux qui sera mené sur trois années, grâce à des échanges réguliers avec l'AERI dans le cadre de son opération.

D'autres expériences vont être menées cette année. L'AERI interviendra comme levier pour des actions de conseils municipaux des enfants et des jeunes. Cette démarche sera testée en région parisienne, en début de mandat des jeunes conseillers.

Un réseau de solidarité entre les classes

Autre point abordé lors de la réunion de bilan du 23 mai dernier et auquel l'AERI a souhaité amorcer une réponse dès la rentrée 2008: inciter les classes participantes à échanger sur leurs pratiques et leurs actions tout au long de l'année, quelque soit leur géographie. Dans ce but, le forum du site internet (www.aeri-resistance.com/forum_phpbb/) a été réorganisé de manière à rapprocher les classes organisant le même type d'actions citoyennes. Par exemple, si

des collégiens du Nord de la France souhaitent mener l'année prochaine une action auprès d'enfants malades, ils pourront directement contacter le lycée de Cergy qui, l'année passée, a lu des contes à l'hôpital pour enfants, afin de bénéficier de son expérience.

Ce réseau de solidarité pourra dépasser les frontières de l'opération «valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui»: une boîte à outils, proposant des adresses d'autres associations ou services publics et des conseils pour se faire aider, financièrement ou au niveau du montage de projets, a été créée dans le forum. Les participants y trouveront également des liens vers les concours auxquels ils peuvent participer, les guides à télécharger, etc. À l'avenir, l'AERI aimerait proposer aux enseignants et élèves une bibliographie et une filmographie interactives, en partenariat avec l'Association Ciné Histoire: les élèves et enseignants pourront émettre des critiques, échanger, au sujet de différents ouvrages. L'objectif est que cette partie du forum soit créatrice de liens entre les classes, quelle que soit leur localisation géographique, l'âge des élèves, etc.

Dans le cadre de la sollicitation des enseignants pour cette opération, un bénévole de l'AERI prépare actuellement un film/diaporama présentant l'opération et des exemples d'actions des élèves. Ce film pourrait être utilisé lors des formations organisées par l'AERI et lors de la présentation de l'opération en réunion.

Projets à plus long terme

Deux autres grands projets sont en préparation: un projet européen autour de l'interculturelle, avec des associations italiennes et lituaniennes, avec qui nous avions mené le projet «Remembering» en 2006.

Enfin, une réflexion est entamée pour lancer la réalisation d'un DVD à partir des questions des élèves aux résistants, axé de manière spécifique sur les valeurs ayant suscité l'engagement des résistants et celles développées pendant la Résistance. Il s'agirait d'un support spécifique à l'opération valeurs, à destination des jeunes dans le cadre de l'opération. ●



LA RÉSISTANCE DANS LES LANDES

Le 17^e CD-Rom de la collection « Histoire en Mémoire 1940-1945 » de l'AERI va paraître, après sept années de travail.

Le département des Landes se caractérise, en 1940, par une double particularité : traversé par la ligne de démarcation, il est aussi ouvert sur le littoral atlantique. La présence allemande y est pesante car les troupes d'Occupation doivent contrôler les passages vers la zone non occupée, surveiller la construction du mur de l'Atlantique et défendre le littoral. Ainsi, les trois armes de l'armée allemande (*Kriegsmarine*, *Luftwaffe* et *Heer*) sont présentes sur le territoire landais.

Si, dans ce département fortement ancré à gauche avant la guerre, la personne de Pétain est respectée, surtout dans les premiers mois, la population n'adhère pas à la politique de Révolution nationale menée par Vichy et rejette très vite la collaboration. Dès 1940, des hommes comme Camille Bouvet et quelques autres refusent la défaite et l'Occupation. Cependant, l'organisation de la Résistance est lente à se mettre en place. Puis, petit à petit, tous les grands mouvements et les réseaux de la zone Nord s'implantent dans le département. Si l'OCM et les organisations liées au Parti communiste français (OS, FTP, Front national) ont le plus grand nombre d'adhérents, et sont, au début, les plus actifs, des groupes se rattachent à Libé-Nord, au réseau Alliance, ou à l'ORA. En 1943 ils sont rassemblés dans le cadre de l'Armée secrète dirigée par Léon des Landes, nommé en 1944 chef des FFI des Landes.

Ces groupes sont en relation avec les Alliés et la France Libre par l'intermédiaire du SOE,

(très actif dans les Landes aussi bien en zone occupée qu'en zone non occupée), de l'*Intelligence Service* ou du BOA.

On relève, dans le département, toutes les formes de la Résistance intérieure : la fabrication et la distribution de tracts est une spécialité des communistes ; les filières d'évasion cachent et aident les pilotes alliés, les résistants, les juifs en fuite ; le renseignement est une activité essentielle dans une région bordée par le mur de l'Atlantique et abritant sur son sol deux objectifs militaires de première importance comme la base aérienne de Mont-de-Marsan et la base d'hydraviation de Biscarrosse. Tous ces groupes pratiquent aussi des sabotages et, en 1944, constituent des maquis pour se préparer aux combats de la Libération.

L'immense forêt des Landes offre aux aviateurs anglais les clairières propices au parachutage de tonnes d'armes et de matériel ainsi que des agents français ou anglais.

La Résistance landaise rassemble des hommes et des femmes de toutes conditions, de toutes opinions et, parmi les martyrs de cette lutte, on trouve aussi bien le chanoine Bordes que Georges Randé, responsable de l'organisation spéciale du PC et des FTP de la région de Mont-de-Marsan.

Comme beaucoup de départements du Sud-Ouest, les Landes ont été libérées par le simple départ des troupes allemandes qui se replient vers le front ouvert par les Alliés en Normandie.

Actualités de l'AERI

● Les prochaines parutions de CD-Roms dans la collection « Histoire en Mémoire - 1939-1945 » : **la Résistance dans la Loire (en cours de lecture), la Haute-Garonne (fin 2008).**

● À l'occasion des journées du patrio- moine, **20 et 21 septembre 2008**, l'AERI sera présente au ministère de l'Intérieur. Une des geôles dans lesquelles ont été emprison- nés des résistants sera ouverte au public.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux :
16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Courriel : contact@aeri-resistance.com
- Site internet : www.aeri-resistance.com

Mais cela n'enlève rien au mérite des FFI landais qui, dès la nuit du 5 au 6 juin 1944, entrent en action : les lignes de communi- cation, les voies ferrées sautent dans tout le département, tandis que des embuscades retardent l'avance de l'armée allemande. Ainsi, Churchill et le général Eisenhower relèveront tous deux dans leurs mémoires l'importance du sabotage du train de munitions de Lалуque du 25 juillet 1944.

La répression est dure et les Allemands, sou- tenus par la police de Vichy, portent de rudes coups à la Résistance landaise. Les communistes sont les plus touchés car ils constituent la cible principale des forces de répression. Ils sont de plus victimes de la trahison de Louis Giret ; beaucoup sont arrêtés et déportés. L'OCM, principal mouvement implanté dans les Landes, est décimée, en 1943, par l'affaire Grandclé- ment. En 1944, les Allemands commettent d'importantes exactions (pillages, exécutions, arrestations d'otages) surtout dans l'est du département, autour de Roquefort, Grenade, Aire-sur-l'Adour...

Les Landais ont payé un lourd tribut à l'Occupation : morts au combat, massacrés, 312 déportés dont 145 sont morts dans les camps.

Cette étude collective est avant tout un travail de recherche sur les réalités de l'Occupation et de la Résistance dans le département des Landes.

Elle est aussi un hommage à tous ceux qui ont, par leurs actions et parfois au sacrifice de leur vie, permis que la flamme de la Résistance landaise ne s'éteigne pas. ●

VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Le temps de la Résistance (essai).

Alya Aglan.

Actes Sud, 380 p., 24 €.

Une usine dans la guerre. La Société nationale de la Viscose à Grenoble, 1939-1945. Michelle Blondé.

Préface de Jean-Claude Duclos. Presses universitaires de Grenoble (BP 47 - 38040 Grenoble cedex 9), 192 p., 18 €.

Magda et André Trocmé. Figures de résistances.

Textes choisis et présentés par Pierre Boismorand.

Préface de Lucien Lazare. Les éditions du Cerf, 384 p., 25 €.

Mémoire d'une Résistance. Alpes savoyardes 1940-1944.

Renate Carrère.

Préface de Lucien Rose, chef des Mouvements Unis de la Résistance des deux Savoie-Isère. Éditions Cabédita (02 18 00 47 51), 272 p., 25 €.

Des enfants dans la Résistance (1939-1945).

Texte de Philippe Chapleau.

Éditions Ouest-France, 128 p., 15,90 €.

Le peuple allemand accuse. Appel à la conscience du monde (rééd.).

Collectif anonyme.

Préface de Romain Rolland. Association des amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, délégation territoriale du Gard, 336 p., 20 €.

Cet ouvrage est la réédition d'un livre écrit en 1936 par un groupe d'Allemands exilés en France dans lequel ils dénoncent la mise en place de la dictature nazie et la violente répression qui s'abat sur les opposants. Traduit en français et édité à Paris en 1938, il circulera clandestinement en particulier dans le milieu enseignant mais sera finalement peu diffusé. Un document incontournable.

Propagande, contre propagande en France 1939-1945.

Agnès Bruno, Florence Saint-Cyr-Gherardi, Nathalie Le Baut et Séverine Champonnois.

Conseil général de l'Ain, direction de la conservation départementale, musée des pays de l'Ain (04 74 32 10 60), 106 p., 32 €. Cet ouvrage est le catalogue de l'exposition éponyme qui s'est tenue de mai 2006 à avril 2008 au musée d'histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura (Nantua).

La captivité des prisonniers de guerre. Histoire, art et mémoire 1939-1945.

Sous la direction de Jean-Claude Catherine.

Actes du colloque international de Lorient du 8 et 9 avril 2005 organisé par l'université de Bretagne-sud. Presses universitaires de Rennes (UHB Rennes 2 - Campus La Harpe - 2, rue du doyen Denis Leroy - 35044 Rennes cedex), 240 p., 18 €.

Liberté jeunesse. De la génération de la Résistance aux suivantes.

Collectif. Coordination de François George et Jean-Jacques Lubrina.

Préface de Pierre Sudreau. Éditions du Félin, collection Résistance Liberté-Mémoire, 315 p., 19,90 €.

Transports dans la France en guerre 1939-1945.

Textes réunis et édités par Marie-Noëlle Polino avec la collaboration de John Barzman et Hervé Joly.

Publications des universités de Rouen et du Havre (rue Lavoisier - 76821 Mont-Saint-Aignan cedex), 430 p., 21 €.

Joseph Epstein. Bon pour la légende. Lettre au fils.

Pascal Convert.

Préface de Serge Wolikow. Séguier, 300 p., 26 €.

Crime de Fidélité ou Speidel à Fontainebleau: l'affront fait à la France (1957-1958).

Jean-Claude Faïpeur.

Préfaces de Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français et de Maurice Vourey, ancien résistant-déporté.

Compte d'auteur, 520 p., 15 €.

Pour se procurer cet ouvrage, écrire à l'auteur: Le Terrier - 24150 Cause de Clérans.

Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France 1940-1944.

Michael R.D. Foot.

Avant propos et notes de Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou. Tallandier, 799 p., 35 €.

Les années d'extermination. L'Allemagne nazie et les Juifs 1939-1945.

Saul Friedländer.

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat. Éditions du Seuil, 1032 p., 32 €.

Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance.

Simon Epstein.

Albin Michel, 623 p., 28 €.

Le moine, le prêtre et le général. Les frères Lalande ou le dépassement de soi.

Jean-Pierre Guérend.

Préface du Père Matthieu Rougé, directeur du Service pastoral d'études politiques. Les éditions du Cerf, 170 p., 17 €.

Matricule 73 671.

Journal d'un déporté résistant.

Marcel Letort.

SCÉRÉN - CDDP de l'Oise, 102 p.

Des femmes en résistance. 1939-1945.

Texte et photographies de Marie Rameau.

Préface de Claire Andrieu.

Éditions Autrement, 139 p., 20 €.

Héroïnes françaises, 1940-1945. Courage, force et ingéniosité.

Monique Saïgal.

Préface d'Henri Weill.

Éditions du Rocher, 220 p., 17 €.

La Maison brûlée.

Une volontaire de seize ans dans Varsovie insurgée.

Anna Szatkowska.

Rédaction et documentation de Michel Rosset.

Les éditions Noir sur blanc, 328 p., 20 €.

Vivre avec de Gaulle.

Les derniers témoins racontent l'homme.

Michel Tauriac.

Plon, 610 p., 24 €.

Combats de guerre et de paix. Germaine Tillion.

Éditions du Seuil, 828 p., 30 €.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».



Le réseau Carte. Histoire d'un réseau de la Résistance antiallemand, antigauilliste, anticommuniste et anticollaborationniste.

Thomas Rabino

Perrin, 2008, 398 p., 23 €.

Ce livre est le premier travail d'envergure sur un des plus singuliers créateurs de groupes clandestins en France: André Girard, peintre, dessinateur de presse et affichiste avant-guerre, père de l'actrice Danièle Delorme, et qui sous le pseudonyme de «Carte» est à l'origine d'un réseau au destin contrasté.

On connaissait déjà de façon très floue l'organisation Carte, créée en 1941 en zone sud, rattachée en 1942 au SOE alléché par ses connexions revendiquées avec de très nombreux officiers de l'armée d'armistice. Le service britannique en fit alors pendant quelques mois la plus importante de ses antennes dans cette zone, avant de lâcher Girard, d'ailleurs contesté par ses adjoints, et de récupérer une partie de ses recrues au profit de nouveaux réseaux.

Les appréciations peu aimables de l'historien du SOE Michael Foot (*SOE in France*), faisaient de Girard un hâbleur ayant gonflé les effectifs de son organisation et séduit les responsables britanniques en faisant jouer ses relations avec quelques officiers supérieurs et la possession de milliers de fiches de militaires «potentiellement» mobilisables. En fait, c'est surtout le rôle de Carte dans les rapports franco-britanniques qui était connu, à travers l'affaire de Radio-Patrie, poste «noir» créé par les Anglais avec des membres de Carte à l'automne 1942 (André Gillois, notamment), et considéré par les Français libres comme un moyen de plus de concurrencer de Gaulle en plein épisode Darlan puis Giraud.

De ce fait, la personnalité de «Carte» lui-même était restée paradoxalement au second plan. C'est tout le mérite de Thomas Rabino de la restituer dans toute sa complexité et de mettre par là même en évidence l'intérêt d'étudier des figures d'artistes ou écrivains engagés dans l'univers des réseaux, souvent négligés par rapport à la «résistance intellectuelle», valorisée par la mémoire «corporatiste» comme par l'historiographie. La biographie d'André Girard, éclairée par une abondante utilisation de ses archives personnelles, permet de cerner en quoi les valeurs mises en avant par les réseaux (élitisme, goût du secret, «apolitisme» revendiqué) conviennent parfaitement à certaines personnalités issues de ces milieux. Avant guerre, le jeune Girard gravite un à un les échelons du milieu artistico-mondain par son talent mais aussi un «carnet d'adresses» qu'il sait indispensable à sa réussite et bâtit donc patiemment, suivant une vraie stratégie demandant des capacités de conviction et de séduction qu'il saura remobiliser pour créer son réseau clandestin. Mais l'autre caractéristique de l'artiste Girard semble son attitude méfiante à l'égard non des politiques (dont il cultive les relations) que de la politique, le rendant surtout apte à se définir «contre» (le fascisme, le communisme) qu'à se mettre au service d'un engagement qui le détournerait de ses objectifs propres. D'où son rejet, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, de Vichy comme de la France Libre et sa recherche d'un espace résistant purement orienté vers une action technique, qui le rend parfaitement à l'aise avec les officiers conservateurs de l'armée d'armistice rêvant de revanche.

L'ouvrage met bien en relief les raisons «objectives» qui condamnaient Carte de toute façon : les relations effectivement nouées avec des officiers de haut rang comme le général de Lattre de Tassigny et surtout le colonel Vautrin, chef du contre-espionnage dans le sud-est de la France, étaient rendues obsolètes par les événements de novembre 1942 et notamment l'invasion de la zone sud. La fuite des services secrets désormais rattachés à Giraud en Afrique du Nord et surtout la création de l'ORA clandestine créaient une nouvelle donne, certes facteur de concurrence ouverte pour de Gaulle, mais mettant aussi fin aux velléités du SOE de piloter directement cette «résistance des militaires» français.

Il s'agit cependant ici davantage d'une biographie d'André Girard que d'une véritable étude du réseau Carte, qui permettrait en particulier de faire émerger le «noyau dur» de recrues de Girard sur lesquelles le SOE s'appuya pour bâtir en 1943 de nouveaux réseaux aussi importants que Prosper-Physician ou Jean-Marie-Donkeyman. Certaines figures sont rapidement évoquées (Henri Frager, le poète Arnel Guerne, les soeurs Tambour, etc.) ; souhaitons que l'auteur, qui prépare une thèse universitaire sur le sujet, puisse poursuivre ses travaux dans cette direction.

Bruno Leroux

Les hôpitaux dans la guerre. Collectif.

Le Cherche Midi, 254 p., ouvrage en souscription au tarif préférentiel de 27 € franco de port jusqu'au 31 décembre 2008 (01 49 55 62 65).

Fruit d'un collectif d'historiens, d'hospitaliers et d'écrivains, cet ouvrage relate au fil de ces trente articles, donnant largement la parole aux témoins, l'histoire d'hôpitaux et de leurs personnels confrontés aux conflits du XX^e siècle (Première et Seconde Guerre mondiale ainsi que la guerre d'Indochine).

À côté de l'évocation de l'engagement des personnels hospitaliers dont certains ont eu une activité dans la Résistance, comme sœur Hélène Studler qui depuis l'hôpital Saint Nicolas de Metz anima un important réseau d'évasion de prisonniers de guerre; tout un chapitre de ce livre est consacré à la Résistance dans les hôpitaux français à partir de l'étude de nombreux établissements.



Richement illustré de photographies d'époque issues de fonds publics ou privés, l'ouvrage rend également compte par de nombreux clichés de plaques, stèles et monuments de l'importance des traces mémorielles laissées par ces conflits au cœur des édifices hospitaliers.

Sollicité par la Fédération Hospitalière de France, la Société française d'Histoire des Hôpitaux et l'Association des directeurs d'Hôpital; l'Office national des Anciens combattants et victimes de guerre a coordonné et mené à bien ce projet original.

Aussi, ses droits d'auteur seront intégralement reversés au profit de l'Œuvre Nationale du Bleu de France dont les fonds sont consacrés à des aides sociales au profit des anciens combattants et victimes de guerre et à des opérations de transmission de la mémoire des conflits contemporains aux jeunes générations.

Frantz Malassis

Jean Meunier, une vie de combats
Mireille Meunier-Saint Cricq.
Éditions CLD, 214 p., 19,90 €. 31, rue Mirabeau - 37000 Tours.

L'été reste propice à la lecture et à la méditation. Il y a 33 ans mourait brusquement en pleine vacance estivale un haut dirigeant de la Résistance tourangelle. Il avait tout juste 69 ans. Sa fille unique, Mireille Meunier-Saint Cricq vient de consacrer à son père un livre tout à fait émouvant et particulièrement documenté : *Jean Meunier, une vie de combats*. Cette sociologue, ancienne enseignante, avait déjà publié il y a 31 ans un livre sur son père.

Dès 1933, Jean Meunier avait dénoncé le danger hitlérien. Ce militant SFIO depuis 1926 avait été admis l'année suivante dans la loge maçonnique «Les persévérants écossais», dépendant de la grande Loge de France. Le 26 avril 1936,

ce jeune imprimeur était élu à 30 ans député d'Indre-et-Loire contre l'attente même de ses amis qui lui avaient demandé de poser sa candidature. Cet homme de dialogue et de contact cherchait les moyens d'enrayer la montée du nazisme et du fascisme. Ses réflexions inquiètes se déroulaient avec des femmes et des hommes qui n'étaient pas forcément de ses obédiences, par exemple des démocrates chrétiens ou des personnalités indépendantes.

La guerre une fois éclatée, tous se retrouveront dans la Résistance au réseau CND-Castille, dans le mouvement Libération Nord ou ailleurs. Certains seront déportés. À la fin du conflit mondial, Jean Meunier devient d'abord président du Comité de Libération d'Indre-et-Loire puis maire de la ville de Tours. Avec quelques résistants, il avait fondé clandestinement *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, qui paraît au grand jour le 1^{er} septembre 1944 sous la direction d'un ami chrétien social et camarade de combat, Pierre Archambault.

M^{me} Meunier-Saint Cricq décrit avec beaucoup de précisions tous les combats de son père pour faire valoir ses idées de justice, notamment sociale. Il fut secrétaire d'État dans les gouvernements de Léon Blum et de Maurice Bourgès-Maunoury.

Ce «Juste parmi les Nations», qui, depuis la Résistance, a toujours défendu les juifs persécutés, ne s'est trouvé ni du côté de De Gaulle du fait de l'évolution de la guerre d'Algérie ni de celui de François Mitterrand mettant la main sur le Parti socialiste avec le thème de la «rupture»...

M^{me} Meunier-Saint Cricq signera cet ouvrage le 15 novembre après-midi au Salon du livre résistant, 30 boulevard des Invalides à Paris VII^e. Elle le présentera aussi lors d'une soirée d'auteurs au Mémorial Leclerc-Musée Jean Moulin début 2009.

François Archambault

Résistances en Touraine et en région Centre.

Numéro hors série, 18 € franco de port.

La revue de l'association Études sur la Résistance en Indre-et-Loire (ERIL) vient de publier un numéro hors série relatant les actes du colloque du 9 avril dernier à Tours sur les maquis en région Centre. Cette livraison est tout à fait remarquable, car elle reprend,

avec des illustrations soit contemporaines soit datant de la guerre, les communications présentées à l'Hôtel de Ville de Tours. Au total il s'agit des travaux de six historiens, dont la présidente de l'ERIL, M^{me} Chantal Ciret, deux médecins anciens résistants et d'un fils de deux résistants. La dernière communication, avant la conclusion de la présidente, portait sur «Maillé: un enchaînement tragique» de la part de Sébastien Chevereau, directeur de la Maison du Souvenir (Maillé).

Ce massacre effroyable d'une population civile et innocente vient de défrayer la chronique avec l'envoi d'un procureur allemand chargé par la justice de son pays d'enquêter sur ce crime abominable. Le magistrat germanique a d'ailleurs présenté les excuses de l'Allemagne aux très rares survivants et aux familles des victimes. Le président Nicolas Sarkozy est venu lui-même à Maillé se recueillir pour le 64^e anniversaire du massacre le 25 août dernier.

La revue peut être commandée à M^{me} Chantal Ciret – 17 rue de Frasnay – 37210 Parçay-Meslay – tél.: 0247291254 – jean.claude.ciret1@libertysurf.fr.

Cette association départementale avait édité un CD-Rom sur la Résistance en Indre-et-Loire qu'on peut se procurer à la même adresse ou à l'AERI – 18, place Duplex – 75015 Paris.

François Archambault

BÉATRICE ARZT

M^{me} Béatrice Arzt, née Benaroya le 10 mars 1913, a fini ses études de droit en 1939 et s'est aussitôt inscrite au barreau de Lyon. Les lois antisémites de Vichy qui n'autorisaient qu'un quota limité d'avocats juifs ont failli l'empêcher d'exercer. Elle pu se maintenir en persuadant deux jeunes diplômés en droit de s'inscrire au barreau – ce qui augmentait le nombre total d'avocats lyonnais et permettait un avocat juif de plus. Dès lors, elle a été amenée à aller souvent à Vichy pour aborder le cas de ses clients auprès des autorités judiciaires, notamment auprès du service des grâces.

En même temps, entraînée par son frère Albert Benaroya, qui a connu Jean Moulin lors de son parachutage dans le midi avec son radio Hervé Montjarret, elle était très vite entrée au mouvement Franc Tireur par l'intermédiaire de Jean Bonze. Une de ses activités à Vichy consistait à déposer des tracts à la porte des bureaux des ministres et de leurs collaborateurs (c'est le terme qui convient!). Autres types d'activités: l'organisation d'une filière de passage en Suisse, la mise en place d'un réseau de faux papiers, etc.

En 1950, Béatrice Arzt a été une des premières femmes à passer le concours de la magistrature. Elle deviendra présidente du Tribunal de Trévoux (Ain) dans les années 1960.



25 juillet 1939, Béatrice Arzt est alors jeune avocate.

Coll. Béatrice Arzt

Elle est toujours restée fidèle au souvenir des années de Résistance. Elle participait régulièrement aux réunions d'anciens de Franc-Tireur présidées par Jean-Pierre Lévy, qu'elle avait rencontré pendant la guerre.

Elle a reçu la Légion d'honneur comme magistrate et résistante, avec ceux qui l'ont méritée «au péril de leur vie». Elle a également reçu la croix du Combattant volontaire de la Résistance.

François Archambault

Source: témoignage de Béatrice Arzt en mars 2008.

DISPARITIONS

ABEL FARNOUX

Engagé dans la Résistance, Abel Farnoux est arrêté en juillet 1943 par la *Gestapo*. Déporté au camp de Buchenwald, il s'en évade au bout de 22 mois. Sous l'uniforme américain, il est chargé du rapatriement des déportés de la zone contrôlée par l'Armée rouge. Il fait ainsi la connaissance de sa future épouse la résistante Yvette Bernard, qui avait succédé à Berty Albrecht à la tête du service social des MUR.

Après la guerre, il est un acteur de la filière industrielle de l'électronique au sein de plusieurs entreprises tout en gardant le sens d'un engagement citoyen. Après 1981, il participe à la réflexion sur l'avenir de cette filière électronique à la demande de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche. En 1988, il est nommé conseiller d'Edith Cresson, ministre des Affaires européennes dans le gouvernement de Michel Rocard, qu'il suit avec ces mêmes fonctions lorsqu'elle devient Premier ministre.

En souvenir de ses camarades disparus, il fonde et préside l'association Mémoires des déportés et résistants d'Europe afin d'expliquer aux jeunes européens les valeurs de la Résistance. À l'occasion de réunions à travers l'Europe, de jeunes lycéens et étudiants se retrouvent périodiquement pour communiquer sur ces valeurs et les prolonger.

Abel Farnoux est décédé le 30 juillet à Vanves, à l'âge de 87 ans.

GUY DUCOLONÉ

Guy Ducoloné adhère à la CGT et au PCF en 1936. Après la défaite de 1940, il devient responsable de la Jeunesse communiste et organise plusieurs manifestations de jeunes, puis participe, au sein du Front national pour l'indépendance de la France, à des opérations de sabotage contre l'armée allemande. Arrêté en mai 1942, il est torturé et incarcéré. Deux ans plus tard, il est déporté à Buchenwald, où il participe à l'organisation de la résistance dans le camp.

À la Libération, il épouse l'ancienne déportée et dirigeante communiste Madeleine Vincent et continue ses activités comme dirigeant des jeunesses communistes et du PCF. Il est élu conseiller général du canton d'Issy-les-Moulineaux puis en 1964, il est élu député de la circonscription de la Seine, puis des Hauts-de-Seine de 1967 à 1988. Guy Ducoloné fut également conseiller régional d'Ile-de-France, de 1981 à 1986, et par deux fois élu vice-président de l'Assemblée nationale.

Attaché à la mémoire de la Déportation, il était président d'honneur de l'association Buchenwald-Dora et actif au sein de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP). Guy Ducoloné était également membre du conseil d'administration de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

Guy Ducoloné s'est éteint le 25 août 2008 à Paris, à l'âge de 88 ans.

ALAIN GRIOTTERAY

Alain Griotteray grandit dans le climat intellectuel de la droite d'avant-guerre. À 18 ans, refusant l'Occupation allemande, il est l'un des artisans de la manifestation du 11 novembre 1940 devant l'Arc de Triomphe. Il rejoint le réseau Orion et en prend le commandement en 1943. Après novembre 1942, les agents de ce réseau organisent des évasions par l'Espagne et contribuent à la collecte de renseignements militaires en Métropole. Capitaine parachutiste jusqu'en 1945, Alain Griotteray est, dans l'immédiat après-guerre, chargé de mission dans des cabinets ministériels puis attaché au cabinet du général commandant supérieur des troupes françaises au Maroc (1956-1957).

En 1947, il rejoint le RPF du général de Gaulle et participe aux événements qui permettront le retour au pouvoir du général en mai 1958. Il adhère alors au mouvement gaulliste, l'UNR, et, en 1959, il est élu conseiller de Paris. Rompant avec le gaullisme sur la question algérienne, il rejoint les Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing et devient un des fondateurs de l'UDF. Député UDF du Val-de-Marne (1967-1973, puis 1986-1997), maire de Charenton-le-Pont de 1973 à 2001, Alain Griotteray avait été le co-fondateur du *Figaro Magazine* avec Louis Pauwels.

Membre fondateur de la Fondation de la Résistance, Alain Griotteray est décédé le 30 août 2008 à l'âge de 85 ans.